

● **DANY COHN-BENDIT
EN FRANCE
LE 8 MAI**

Lire page 3

● **LE VIET-NAM
PORTES
OUVERTES**

Lire page 10

**ARMENIENS
NON-GRATA**

La communauté arménienne en France a célébré, hier dimanche, le 62^{ème} anniversaire du génocide de 1915 avec un éclat particulier. Deux manifestations se sont déroulées simultanément à Marseille (plus de 3000 personnes) et à Paris. Mais aussi bien sur la Canebière que sur le parvis de Notre-Dame ou à l'Arc de Triomphe où les manifestants se proposaient de ranimer la flamme du souvenir, les Arméniens ont dû faire face à des charges de police parfois brutales : la morale d'Etat fait passer la complaisance envers le gouvernement turc « ami » avant le souvenir d'un des plus effroyables génocides de l'histoire moderne...

Lire page 8

Libération

Lundi 25 avril 1977.
N° 1011

1F50 Belgique : 15 FB Suisse : 1,20 FS Portugal : 16 esc. Pays Bas : 1 fl. Italie : 400 L

Commission paritaire n 54072

Marée noire en mer du Nord Record absolu

4000 tonnes de brut s'échappent chaque jour d'une plateforme de forage norvégienne: Il faudra plusieurs mois pour colmater la brèche

La catastrophe, que les experts et les écologistes attendaient, s'est produite ce week-end en mer du Nord. A 180 milles marins de Stavanger sur la côte norvégienne et à 200 milles du terminal pétrolier de Teesside en Angleterre.

Très précisément dans le champ pétrolier d'Ekofisk, le long de ligne médiane de partage des eaux norvégiennes et britanniques.

Tout s'est passé vendredi soir vers 22 heures. Le vent soufflait d'ouest et la mer était assez grosse. Tout était calme à bord de la plateforme Ekofisk Bravo, l'une des plus grosses plate-forme de la mer du Nord.

Travail de routine : même par des vents de 80 kilomètres heures et par grosse

mer, les plateformes restent stables. A 21 h 30, une équipe de douze hommes partait pour faire une tournée d'inspection et changer une soupape de sécurité sur le « pipe » de l'un des puits, le puits 14. Cette soupape a précisément pour but de se mettre automatiquement en route en cas de surpression.

L'opération est délicate : la seule chose qui retient le pétrole au moment même de l'opération est une nappe de boue. Sans que l'on sache encore pourquoi, la nappe de boue, ce soir là, n'a pas tenu. Le pétrole s'est échappé des entrailles de la mer.

A 21 h 45 c'était l'accident. Un gigantesque geyser de pétrole brut de 60 mètres de haut jaillissait du puits.

Suite page 9

Troisième attentat
en un mois à Grenoble

**LA BOURSE
DU TRAVAIL
DETRUITE PAR
UNE EXPLOSION**

Lire page 7



Mai 74 à Lisbonne (Magnum).



Campagne de dynamisation culturelle dans la région de Minho (DR).

PORTUGAL

LE 25 AVRIL 3 ANS APRES

Portugal, 74 : des militaires et des œilllets réconcilient un peuple avec sa liberté. Derrière les œilllets, un mouvement d'officiers qui veut mettre un terme à la guerre coloniale. Le mouvement devait devenir révolutionnaire et tenter une expérience unique en Europe. Parmi ces hommes, Otelio de Carvalho, stratège du 25 avril et dont nous publions une interview sans paroles en page 16, puisque sous le coup de poursuites disciplinaires, il est aujourd'hui interdit de parole.

« Le 25 Avril n'est pas fini »

par
Joao Martins Pereira

Le 25 avril, c'était hier. Hier, la fête. Hier, la grande illusion. C'était un de ces moments où l'histoire est mise entre parenthèses, où il semble que tous les intérêts ont disparu, que la fraternité générale est possible par un simple exercice de volonté individuelle. C'était évidemment très beau, ce sera inoubliable pour ceux qui l'ont vécu, mais ce serait inexcusable de penser aujourd'hui que c'est quelque chose qu'on pourra revivre. La grande fraternité, la société d'abondance du bonheur, qui est la finalité de tout révolutionnaire, a un prix élevé en luttant, en souffrance, en violences qu'on ne peut pas ne pas payer — et le délai de paiement se mesure en décennies au moins —.

Aucune société au monde n'a encore

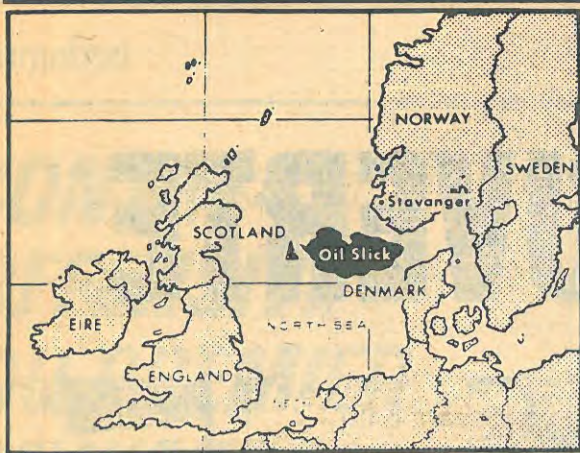
atteint un stade qui s'approche du bout du chemin.

Les Portugais l'ont très vite appris. La lutte de classes étouffée, si l'on peut dire, pendant très longtemps, a repris son inéluctable emprise sur la dynamique sociale. C'est en fin de compte, la liberté essentielle que le 25 avril a apporté : la liberté de s'affronter, de lutter. Ce n'est pas le moment de reprendre le récit, plus ou moins connu, de toutes les petites et grandes luttes, les petites et grandes dates, qui ont fait l'immense richesse du processus révolutionnaire portugais. Mais il faut, bien que sommairement, faire un point et engager un début de réflexion sur la situation actuelle. Une réflexion qui ne cache pas, pour une fois, ce qui peut être désagréable sinon décourageant.

Suite page 9

OTELLO, INTERVIEW SANS PAROLES

Lire page 16



Carte. Le lieu de la catastrophe. 4 000 tonnes de pétrole par jour coulent dans la mer. (UPI)

(Suite de la page 1).

L'alarme était donnée. Sans panique, les 112 hommes de la plateforme Bravo rejoignaient leurs postes d'évacuation, enfilèrent leurs gilets de sauvetage et montèrent dans leurs canots. Recueillis par des cargos qui se trouvaient aux alentours, ils ne pourront plus sans doute revenir sur la plateforme avant longtemps.

Depuis trois jours, en effet, le pétrole, à raison de 4 000 tonnes par jour, continue de s'échapper du puits 14. Une nappe de quinze kilomètres de long et de deux de large dérive, poussée par les vents en direction de l'Est. Elle pourrait atteindre les côtes du Danemark et du sud de la Norvège dans quelques jours à peine. « On n'avait jamais vu ça depuis le Torrey Canyon, disent les autorités britanniques et norvégiennes ». « C'est peut-être la plus grande catastrophe écologique en mer depuis tous les temps ».

Mais avant même d'évaluer les dégâts provoqués par la fuite, on craint surtout dans la zone d'Ekofisk une gigantesque explosion. Des nappes de gaz se sont accumulées tout autour de la plateforme. Poussées par les vents, elles pourraient faire sauter toute la zone de production d'Ekofisk. Toute la production a été arrêtée sur les autres plateformes et deux bateaux sont prêts à intervenir pour évacuer les 300 hommes qui travaillent sur cet immense chantier marin. « Une simple étincelle peut suffire à transformer une plateforme de forage en une énorme torche », disait samedi un porte-parole de la Phillips Petroleum, société exploitante des plateformes de la zone, Alpha, Bravo et Charlie, reliées l'une à l'autre par un énorme réseau d'oléoducs sous-marins.

Cinq hommes, deux Américains spécialisés dans la lutte contre ce genre de catastrophe et trois ingénieurs de la compagnie Phillips Petroleum, ont réussi malgré tout à se poser sur la plateforme. Ils doivent y étudier les moyens de colmater la fuite du puits 14. Faudra-t-il 48 heures comme on l'espère à la compagnie américaine Phillips Petroleum ou plusieurs semaines comme on le craint du côté norvégien ? Dans le pire des cas, il faudrait, disait-on hier à Stavanger, construire un puits de secours pour récupérer le pétrole. Durée de l'opération : plusieurs mois.

UN DESASTRE ATTENDU

« Quelles que soient les précautions prises, il y aura un désastre en mer du Nord. Tôt ou tard. De quel équipement dispose-t-on pour combattre un tel désastre ? Pour le moment, vous n'avez rien. Juste

quelques petits bateaux. Le Forties Kiwi de la BP (un tanker reconverti, le seul bateau spécialisé de la mer du Nord dans la lutte anti-incendie) est totalement inadéquat. Je suis allé souvent en Angleterre pour en parler ». Il y a quinze jours, Red Adar, le plus grand spécialiste américain de la lutte contre le feu faisait cette déclaration prémonitrice sur les ondes de la BBC Ecosse. Red Adar, qui est arrivé samedi à Stavanger, ne savait sans doute pas qu'il aurait aussi rapidement raison. La Phillips Petroleum, compagnie américaine qui prospecte le pétrole en mer du Nord pour AGIP, Petrofina, Elf et Total, n'a pas voulu en tenir compte.

Il y a un peu plus de 10 ans, la mer du Nord était encore un immense réservoir de harengs, de maquereaux et de sardines. On s'est aperçu depuis qu'elle recelait des richesses fabuleuses en hydrocarbures. Près de 4 % des réserves de pétrole se trouvent près des côtes de Norvège et d'Ecosse. Pour l'extraire, certaines compagnies dépensent aujourd'hui plus de 2 000 dollars à la minute. Grâce à ce pétrole, la Norvège sera

Explosion sur la plateforme Bravo

MAREE NOIRE EN MER DU NORD: RECORD ABSOLU

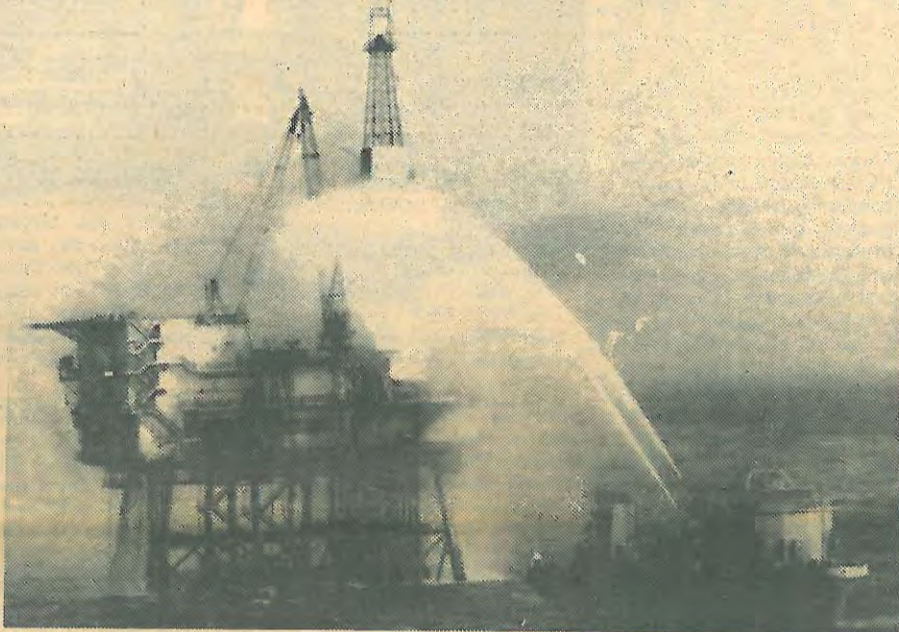
Il faudra peut-être plusieurs mois pour colmater la fuite

peut-être demain l'un des pays les plus riches du monde. La Grande-Bretagne y voit l'issue à sa propre crise. Et déjà aujourd'hui, le champ pétrolifère Ekofisk, le plus grand projet offshore, produit chaque jour 350 000 barils de brut. La plateforme Bravo produisait à elle seule 60 000

tonnes. Un pipe-line la relie à l'Angleterre. Peu importe alors les bavures. Depuis le début, plus de 80 personnes sont mortes au travail en mer du Nord. Il y a dix huit mois, un grave incendie avait fait quatre morts parmi les membres du personnel d'Ekofisk Alpha. L'incendie avait été pré-

sumé provoqué par une fuite de brut due à la rupture d'un tuyau. Chaque jour un peu de pétrole se mélange aux eaux grises de la mer du Nord. Entre les tankers qui se suivent et les plateformes de plusieurs centaines de mètres de haut, il sera bientôt difficile d'y trouver un seul hareng. C'est le prix de la richesse.

Pierre BLANCHET



La plateforme de forage Bravo-Ekofisk, seul moyen mis en œuvre pour l'instant, des jets d'eau. (Photo NTB/UPI).

Manifestation écologique à Saint-Lary (Hautes Pyrénées)

LAGOPEDES ET GYPAETES BARBUS CONTRE LE BETON

Manifestation écologique au pays d'Isabelle Mir

Saint-Lary. Une petite ville de 880 habitants, qui s'étire au soleil au pied des Pyrénées. C'est la plus riche des quinze communes de la vallée de l'Oule (Hautes Pyrénées). Ici, on vit des sports d'hiver, et depuis quelques années, les HLM des neiges ont fleuri sur la montagne. Non satisfait, le maire de Saint-Lary, M. Vincent Mir (PS) se propose à présent

de construire une autre station, celle de l'Oule-Pichaleye, laquelle aurait une capacité de 4000 lits. Un projet qui nécessite bien évidemment le bétonnage d'une partie du massif Néouvielle. Dimanche, à l'appel de l'association Saint-Lary, des SPEANCO-Béarn (écologistes), de différents clubs de montagne (etc.), les opposants ont manifesté.

Une manif à Saint-Lary, on n'avait jamais vu ça, exception faite du jour où Isabelle Mir, la fille du maire avait été championne olympique. Alors, pensez si la surprise fut grande lorsque dimanche, au pied du téléphérique, la manifestation des écologistes se trouva nez-à-nez avec une seconde manifestation : celle des supporters du maire. Les premiers étaient environ 200, jeunes en majorité et, à quelques dizaines d'exceptions, étrangers à Saint-Lary ou à la vallée. Ils venaient de Tarbes, de Pau, de Bordeaux. Sur leurs banderoles, les mots d'ordre écologistes : « Du gazon, pas de béton », « Promoteurs = assassins », « Spéculation, ras-le-bol ». Une manifestation destinée à sauver le massif du Néouvielle, ainsi qu'à protéger cette région toute proche du parc national des Pyrénées. Une intention plus que louable, puisqu'elle est destinée à empêcher que les isards, marmottes, lagopèdes, grands tétras, gypaètes barbus, salamandres, tritons et vautours qui peuplent la montagne ne soient délogés par un autre vautour qui voudrait y bâtir 52 300 mètres carrés d'hôtels et résidences secondaires, 65 000 mètres carrés de commerces et équipements divers, 6 bâtiments de 5, 6 et 8 étages, une piscine, une

gare routière, une gare d'engins de damage et un bar nautique. Bref, des manifestants qui pensent simplement qu'il ne faut plus toucher à la montagne, d'autant plus que l'installation d'une super station, à quelques kilomètres de la Mongie, est vraiment superflue.

Cette opinion, les quelques dizaines d'habitants de Saint-Lary venus contre-manifester ne la partageaient bien évidemment pas. Il est vrai que ces autochtones fascissants (« P.D., fainéant, allez-vous laver... ») ont de bonnes raisons professionnelles pour souhaiter un développement de la station : ils sont en majorité moniteurs de ski, employés par la région des téléphériques et des télé-skis, ou plus simplement, ils travaillent pour l'entreprise de bâtiment SEEM, dont Vincent Mir, l'actuel maire, était propriétaire avant que son fils ne lui succède il y a cinq ans. Une entreprise qui se taille la part du lion, dans toute les constructions d'hôtels ou de résidences secondaires. La famille Mir aurait d'ailleurs bien tort de se priver puisque depuis 34 ans qu'elle gère Saint-Lary, son autorité s'est sans cesse renforcée, au point qu'elle possède aujourd'hui, en plus de la mairie, deux hôtels, un petit super-marché (le

Codec Mir) et une agence immobilière. Ce monopole fournit malgré tout trente emplois à l'année, et 90 pour la saison. Des emplois que personne n'a envie de perdre. Comme on me l'a dit : « Travailler pour le ski, c'est tout de même mieux qu'aller à l'usine à Toulouse ».

Des écologistes d'un côté, des partisans de la station de l'autre. Un paysage politique dont, à première vue, on pourrait se satisfaire. Sauf qu'au fond, les choses sont plus compliquées, puisqu'un certain nombre de « comptes », dont quelques uns datent de plus de trente ans, sont en train de se régler, que ce soit avec le maire de Saint-Lary ou le conseiller général du canton, M. Mounicq, ou avec les anciens résistants, ou encore avec les différentes tendances du P.S. Une espèce de guéguerre entre notables qui se camoufflent ces derniers mois derrière un réel problème, celui de la destruction de l'environnement, du saccage des pâturages et des montagnes. Si l'on s'arrête à ce strict point de vue, la manifestation des écologistes était un succès.

Thierry HAUPAIS

Portugal

LE 25 AVRIL N'EST PAS FINI



Sur les murs de Lisbonne (photo VIVA).

(Suite de la page 1).

Un premier point : la rue, le peuple en mouvement, l'initiative populaire, ont disparu (ou presque) de la « scène politique » portugaise. C'est normal, dans une période de reflux et de renversement du rapport de forces comme celle qui a suivi le 25 novembre 75, que la tendance soit à se retrancher sur les bases de luttes institutionnelles, notamment sur le front syndical. Cela a entraîné, bien sûr, une baisse considérable du niveau des luttes mais surtout le fait que la conduite et le résultat de ces luttes sont aujourd'hui plus dépendants des stratégies des forces politiques organisées (les partis) qui, plus ou moins contrôlent les appareils syndicaux. Et dans ce domaine, le Parti communiste, avec ses efforts parfois presque infantiles de modération et de reconquête d'une « respectabilité démocratique », a un rôle déterminant. Il est trop tôt pour mesurer les coûts et les conséquences de cette stratégie qui se fonde sur un pari intenable : une alliance politique avec le PS, toujours considéré « comme un parti de gauche ». Et pourtant, il y a encore quelques mois, bien après le 25 novembre, la fameuse « rue » a démontré, lors de la campagne d'Otelo, qu'elle était toujours mobilisable par des moyens non institutionnels.

Deuxième remarque qui se rattache directement à la précédente : le Parti socialiste a démontré que plus qu'un « parti de gauche » (et finalement qu'est-ce que ça veut dire ?), il n'était plus qu'une sorte de grand rassemblement de forces « petites-bourgeoises » qui se sont pendant un temps, soudées autour des mots d'ordre soi-disant « anti-totalitaires ». C'est aujourd'hui un parti en pleine désagrégation, corrompu, impuissant, dont les dirigeants qui n'ont rien appris des leçons de l'histoire, croient possible de maintenir un semblant de gauche en faisant une politique non seulement réactionnaire mais encore, ce qui n'est pas indifférent dans le contexte portugais, clairement anti-constitutionnel.

Le parti socialiste, il faut le dire, au pouvoir en fait depuis presque un an et demi, est le grand responsable de la situation économique actuelle, pour laquelle, il n'a trouvé qu'une seule réponse : la vente aveugle du pays et de la fameuse indépendance nationale aux grands intérêts financiers internationaux. C'est à Bruxelles, à Bonn et surtout à Washington que le gouvernement devrait siéger de temps en temps, et pas dans des capitales de province, comme il le fait parfois au nom de la décentralisation régionale...

Finalement : l'illusion militaire. Trois ans après, on arrive à comprendre que l'institution militaire est très « persistante », mais qu'elle n'est plus, en fin de compte, qu'un lieu comme un autre où se déroule la lutte de classes, qu'elle reflète d'une façon distordue, par ses règles propres de fonctionnement. Il ne faut surtout pas s'embarquer dans le mythe fragile de l'union des Forces armées, en tant que chose désirable en soi. Il n'y a jamais eu de révolution sans que l'institution militaire ne soit brisée. La restructuration des Forces armées « en marge de la politique » est un projet qui ne peut profiter qu'à la bourgeoisie. Le regain de l'hypothèse révolutionnaire au Portugal n'est pas certainement pour demain. Mais le maintien de cette hypothèse — et l'évolution future des événements politiques en France et en Italie aura beaucoup à voir avec elle — exige que la lutte politique à l'intérieur des Forces armées, qui se poursuit quoi qu'on en dise, se développe et ne soit pas masquée. C'est pourquoi, par exemple, les poursuites soi-disant disciplinaires contre 32 officiers révolutionnaires, doivent être placées très clairement dans le contexte de cette lutte politique.

En somme : le 25 avril, sans les éphémères illusions de 74, n'est pas fini. Sachons en apprendre le sens et déchiffrer les questions qu'il a posées. Et sachent les révolutionnaires européens créer un, deux, trois autres 25 avril...

Joao Martins PEREIRA (1).

(1) Economiste portugais, secrétaire à l'industrie lors du 4^e gouvernement de Vasco Gonçalves, directeur de l'hebdomadaire *Gazetta*, s'est exprimé à plusieurs reprises dans *Libération*.